

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je regrette de n'avoir pas donné plus tôt une réponse à l'honorable député qui m'a posé la question l'autre jour. Le Conseil technique international de la rivière Pembina au sein de la Commission a terminé son étude. La Commission a tenu une série d'audiences publiques. Elle est maintenant à terminer la préparation de son rapport qui sera présenté aux deux gouvernements. Tant que nous n'aurons pas reçu ce rapport et que le gouvernement ne l'aura pas examiné, je ne saurais dire quelle sera l'attitude du gouvernement.

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, je vous remercie de m'avoir reconnu. Je voulais poser une question à l'honorable ministre du Travail, mais après mûre réflexion, j'ai décidé de ne pas la poser, parce que la réponse pourrait mettre à la gêne nos distingués visiteurs d'Angleterre.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'EXHORTATION DE L'OECA EN VUE DE LA SUSPENSION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le gouvernement a-t-il pris connaissance d'une demande récente de l'Organisation des États américains, à l'effet de réduire les échanges commerciaux et financiers avec Cuba et, dorénavant, quelle politique notre gouvernement entend-il suivre à ce sujet?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je dois appeler l'attention de l'honorable député sur le fait que cette question est de portée beaucoup trop large et ne peut être posée, dans ces termes, à ce moment-ci.

[Traduction]

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend la suite du débat, interrompu le mardi 6 juin, sur la motion de l'honorable Mitchell Sharp (ministre des Finances) proposant que monsieur l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, ainsi que sur l'amendement de l'honorable M. Monteith (page 1197) et le sous-amendement de M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles) (page 1201).

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme il y a assez longtemps que ce débat a été entamé, en juin dernier, la Chambre jugera utile, je pense, que je fasse cet après-midi un bref exposé de la situation économique, telle que je l'envisage, suivi d'un aperçu des recettes et des dépenses et enfin de quelques remarques sur les modifications au Tarif douanier découlant de la négociation Kennedy que je ne pouvais divulguer au moment de l'exposé budgétaire.

On se rappellera peut-être que, dans mon exposé budgétaire du 1^{er} juin, j'ai dit que le pays traversait une période de rajustement à la suite des conditions surchauffées de 1966. Certains aspects de notre économie étaient assez satisfaisants, y compris la situation de l'emploi et notre balance des paiements. J'ai pu prévoir une demande assez forte, à l'exportation comme pour les biens de consommation. En général, les dépenses des gouvernements en biens et services avaient augmenté un peu moins que l'année précédente et l'on prévoyait que les dépenses en immobilisations dans le secteur des affaires se stabiliseraient cette année.

Dans mon exposé budgétaire, j'ai insisté sur l'un des aspects les moins satisfaisants de la situation, la hausse continue des coûts et des prix. J'ai dit à la Chambre que les prix à la consommation montaient à un rythme que nous ne pouvions continuer à accepter. Il était évident qu'en général les frais de production augmenteraient plus rapidement que les prix, et j'ai décrit un aspect de la situation dans les termes suivants:

Les augmentations de salaires obtenues cette année par la négociation collective sont égales à celles de l'an dernier. La plupart des augmentations de salaires et de traitements, les traitements des dirigeants y compris, dépassent de loin l'accroissement de la productivité. Il faut donc nécessairement prévoir une nouvelle hausse des prix.

A tout prendre, l'exposé budgétaire du 1^{er} juin prévoyait que le produit national brut augmenterait cette année de 6.5 à 7 p. 100, y compris une hausse des prix d'au moins 3 p. 100. Depuis le 1^{er} juin, notre situation économique a assez bien progressé, en fait à une allure étonnamment semblable à la prédiction contenue dans mon exposé budgétaire. J'oserais dire, monsieur l'Orateur, qu'en regardant la situation, on voit que vraiment notre pays est l'un des plus fortunés du monde et qu'il continue d'être très prospère. Les problèmes auxquels nous faisons face—et c'est la première fois dans notre histoire que pareils problèmes se posent à nous—consistent à diriger notre prospérité. Notre économie est à la hausse depuis plus de six ans, et absolument rien n'indique un renversement futur de cette tendance.